



Sur notre site www.pcf-smh.fr l'intégralité de l'analyse

Réforme du lycée, réforme du bac, Parcoursup : Trois réformes, trois attaques contre l'éducation nationale

Le gouvernement précédent avait fait fort en termes d'attaques contre le service public d'éducation (rythmes scolaires de Peillon, réforme du collège de Belkacem...). Sans surprise, Macron et son ministre Blanquer continuent dans la même voie en s'attaquant désormais frontalement à l'organisation du lycée, du baccalauréat et de l'orientation. Leurs mots d'ordre ? Economies, concurrence et autonomie des établissements. Ces contre-réformes qui visent à faire des économies, portent en réalité un projet idéologique d'attaque contre le service public d'éducation.

Derrière les économies, un vrai projet idéologique : la concurrence de tous contre tous.

Concurrence entre établissements et entre disciplines puisque la réforme entérine une attaque gravissime contre la notion d'établissement. Elle prévoit, à partir de la rentrée prochaine, de transformer entièrement le lycée en supprimant les filières L/ES/S et d'ouvrir 12 spécialités définies par le ministère. Problème : aucun établissement ne sera en mesure d'ouvrir autant de spécialités. Ainsi, il est prévu que les élèves puissent suivre des cours dans divers lycées. Il est également prévu que les enseignants titulaires d'un poste dans un établissement puissent aller enseigner dans un autre qui serait en besoin d'heures dans sa discipline.

C'est une évidente dégradation d'études pour les élèves et de travail pour les enseignants et porte le projet idéologique de la concurrence de tous contre tous !

La réforme continue de casser le cadrage national en renforçant l'autonomie des établissements.

Cette réforme s'inscrit donc dans une longue suite de mesures qui visent à l'autonomisation des établissements que nous pouvons faire remonter au moins à 1985 et la création des EPLE. C'est une attaque très claire contre la notion de service public qu'il faut combattre en affirmant la nécessité d'une même éducation partout sur le territoire et pour tous les jeunes du pays.

Une réforme destinée à faire des économies sur le dos de l'Éducation Nationale (EN).

Objectif affiché de la réforme : 3000 postes supprimés dès l'année prochaine. Dans le même temps, ce seront 40 000 lycéens en plus à la rentrée 2019 et le gouvernement répond à ces nouveaux besoins par la suppression de milliers de postes. Il faut bien trouver de l'argent quelque part pour financer les milliards de cadeaux au patronat !

La réforme du bac met fin au diplôme national : une nouvelle étape dans la casse des références communes.

En parallèle de la réforme du lycée, le duo Macron/Blanquer lance une très grave attaque contre le baccalauréat. Il est bon de rappeler que le baccalauréat est aujourd'hui le premier diplôme du supérieur, qu'il est une référence commune et qu'il donne droit à une place dans le supérieur pour tout bachelier. Le baccalauréat, en tant que référence commune, sert aussi sur le marché du travail, non pas toujours pour trouver un travail, mais comme un des éléments constitutifs des statuts d'emploi.

Plus grave encore, le baccalauréat sera désormais composé d'épreuves nationales en fin d'année mais aussi d'un « grand oral », d'épreuves communes et de contrôle continu. Au final, 40% de la note totale résultera d'épreuves sans cadrage national. Il s'agit donc de la fin programmée du baccalauréat national qui sera remplacé par un « bac maison » qui n'aura pas la même valeur selon l'établissement dans lequel l'élève sera.

Parcoursup instaure la sélection à l'université pour cacher les manques de moyen.

Parcoursup a été présenté comme le moyen de répondre aux manquements de la plateforme APB. Ce qui est bien impossible, puisque le problème central réside dans la baisse de moyens alloués aux universités en cette phase de hausse démographique.

Plus grave encore, Parcoursup a instauré, pour la première fois, à l'échelle nationale, un principe de sélection à l'université, en cohérence totale avec la réforme du bac.

Parcoursup et la réforme du lycée font désormais porter le choix de l'orientation post-bac dès la classe de seconde. Tout enseignant, ou tout parent d'élève, sait que pour bon nombre d'élèves de seconde, il est impossible de se projeter dans le supérieur et dans la vie professionnelle. Les familles qui auront les moyens financiers et les connaissances du système pourront bien aiguiller leurs enfants dès la seconde. Quant aux autres, ils se perdront encore un peu plus dans les méandres du système scolaire.

Réforme du lycée, réforme du baccalauréat, Parcoursup : trois réformes, trois attaques contre le service public d'éducation. Comme toute la politique du gouvernement, ces réformes portent un contenu de classe évident. Elles cassent le service public d'éducation dans le but d'économiser pour financer les mesures fiscales faites au patronat. Elles font sauter à tous les niveaux les cadrages nationaux afin de renforcer une éducation à deux vitesses : de qualité pour les enfants de la bourgeoisie, dégradée pour les autres. L'attaque contre le baccalauréat est une attaque contre les références communes et les statuts du travail. Parcoursup attaque quant à lui le droit de tous à poursuivre des études supérieures.

A partir des luttes exigeons de l'argent pour l'école et non pour la guerre !

Face à ces attaques de classe, le Parti communiste français est dans la lutte. Le PCF appelle à la construction d'une large mobilisation à partir du 12 novembre pour exiger un service public d'éducation qui réponde aux besoins des enfants et jeunes du pays en défendant les conditions de travail et le statut des fonctionnaires servant ce service public. Par cette contestation, mettons immédiatement en échec le gouvernement. Exigeons de l'argent pour l'enseignement public, pas pour la guerre ! Pour la baisse du budget des armées planifié à 300 milliards jusqu'en 2026 (vote du budget en nov 18) et son affectation au service public, à l'école. Les communistes dénoncent l'utilisation de 2% du PIB (Produit intérieur brut) pour la bombe atomique, l'armement et les guerres impérialistes cela au détriment de la satisfaction de nos besoins. **Voir notre pétition en ligne <http://pcf-smh.fr/TRACT-PETITION-Pour-la-baisse-des.html>**

Enseignants et agents administratifs, élèves et parents d'élèves, tous réunis pour défendre le service public d'éducation !

Non à la réforme du lycée ! Non à la réforme du baccalauréat ! Non à Parcoursup ! Oui à un service public d'éducation qui réponde aux besoins des jeunes du pays !

Les communistes exigent de l'argent pour l'école public et non la guerre pour :

- l'abandon des réformes du lycée et du baccalauréat.
- l'abandon de Parcoursup et la mise en place d'un dispositif transparent et démocratique d'orientation post-bac assurant à tous l'orientation de son choix.
- l'arrêt des suppressions de poste et le recrutement massif sous statut dans le primaire, secondaire et le supérieur pour réduire le nombre d'élèves par classe et dans l'administration pour répondre aux besoins du service public de l'éducation. Pas touche au statut de la fonction publique de l'Etat.
- l'augmentation de la valeur du point d'indice et l'amélioration des conditions de travail des enseignants et agents administratifs afin d'enrayer la crise de recrutement dans le métier.
- la fin du processus d'autonomisation des établissements et le retour à un vrai cadrage national seul élément à même de garantir un réel service public d'éducation.

L'Ecole sous la tutelle du Medef : c'est NON !!!

Par la contre réforme des lycées, celle du baccalauréat et les suppressions de postes qui en découlent, la sélection à l'université et plus généralement la dégradation des conditions de travail des fonctionnaires par l'attaque du statut et le développement de la contractualisation, la dégradation des conditions de vie (absence de solution pour le logement étudiant) et d'études de la jeunesse, c'est tout le système éducatif qui est attaqué mais qui reproduit, cependant, déjà les classes sociales.

Par le désinvestissement de l'État dans les collèges, les lycées, l'université, la prise de contrôle des entreprises sur les filières, le processus de privatisation du service public de l'éducation est déjà en cours. Les mesures actuelles n'en sont que la continuité.

Le recul social ne se négocie pas, il se combat !

Également, le développement et l'assouplissement de l'apprentissage remettent en cause la formation professionnelle sous statut scolaire. C'est l'exploitation renforcée de nos jeunes, bien avant 16 ans. C'est le retour du travail des enfants en France, une main d'œuvre fragile et à bas prix pour le patronat. Cela sous le masque trompeur de lutte contre le chômage et de formation qualifiante. Le travail de casse des garanties collectives menées par les Ordonnances se poursuit !

C'est pourquoi, en nous opposant à ces contre-réformes dans l'Éducation et aux lois anti-sociales actuelles, nous luttons, dans le même temps, contre le système capitaliste. Pour que l'Éducation ne soit pas l'apprentissage des compétences utiles au patronat mais un outil émancipateur pour la jeunesse !

Par la lutte, battons-nous pour un vrai service public de l'éducation !

Bulletin de contact

Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec l'Union Européenne du capital, rejoignez les communistes de la section de SMH et adhérez au PCF

Nom et Prénom

Adresse

Messagerie Téléphone.....

à retourner à l'adresse ci-dessous. 12 novembre 2018